

## **ANNEXE 2 : COPIE DES OBSERVATIONS FORMULÉES PAR ÉCRIT ET ADRESSÉES AUX COLLÈGES DES BOURGMESTRES ET ÉCHEVINS DES COMMUNES CONCERNÉES**

Verhoye Bernard  
Rue Ferdinand Desmons, 4  
7500 Saint-Maur <sup>(\*)</sup>

Tournai, le 25 juin 2007

Administration Communale  
A l'attention du Bourgmestre et Echevins  
(Service de l'Urbanisme)  
de et à B-7500 Tournai

Ventis  
Monsieur Pierre MAT  
Chaussée de Lille, 401  
B-7501 Orcq

Objet : Parc éolien « TGV-TAB » sur les territoires de St-Maur – Ere – Merlin et Bruyelle  
Observations et suggestions suite à la réunion du 14 juin 2007

Monsieur,

Suite à la réunion de consultation préalable du public qui s'est tenue le 14 juin 2007 à Saint-Maur, nous vous transmettons par la présente, et dans le délai de 15 jours calendrier qui nous est accordé, nos remarques, questions, observations et suggestions suivantes :

#### **Phase de chantier**

Selon nos sources, l'établissement d'un parc éolien engendre un trafic d'une centaine de camions par éolienne, soit 800 camions dans ce cas précis. Toutes les éoliennes sont situées au nord de la ligne TGV, à proximité de Saint-Maur dont la traversée pourrait sembler nécessaire. Etant donné que les éoliennes sont situées à proximité immédiate de chemins de remembrement, peut-on tout simplement interdire le passage par le centre des villages, et au besoin adapter, voire compléter (liaison entre éolienne n°8 et N507) les chemins agricoles ?

#### **Démantèlement**

Il a été signalé à la réunion du 14 courant qu'un fond de démantèlement serait créé via une garantie bancaire d'un montant fixe par éolienne en faveur de la Région Wallonne. Or l'article 9 de l'AGW du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement stipule que « l'autorité compétente peut [...] imposer à l'exploitant de fournir [...] une sureté destinée à [...] remise en état du site ». Dans le cas précis, la garantie sera-t-elle oui ou non constituée et sous quelle forme ?

Lors de cette réunion, il a été en outre signalé que les fondations étaient constituées d'un radier de 2 m d'épaisseur.

Selon les cas, ce radier peut atteindre 3 m d'épaisseur, voire même s'appuyer sur des pieux. La recommandation relative à « l'enlèvement des fondations jusqu'à une profondeur de 1,5 m au terme de l'exploitation » est donc insuffisante. Ne convient-il pas d'assurer (obliger) la remise en état globale après démantèlement ?

#### **Balisage des tours**

Il a également été expliqué que les éoliennes seraient de couleur « gris clair non réfléchissant » afin de s'intégrer au mieux dans le site, comme représenté sur les deux photo-montages distribués. Il n'a pas été fait mention de balisage des mats et des pâles, qui selon les cas, pourrait être particulièrement voyant en fonction des activités aériennes. Un balisage « complet » peut laisser la place à un balisage « alléger », qui comporterait encore une signalisation de couleur rouge de 3 m sur le mât à mi-hauteur, et des signalisations lumineuses diverses ... Qu'en est-il dans le cas précis ? Ne convient-il pas d'adapter les photo-montages aux impositions qui seront d'application ?

Quels sont les points de vue à partir desquels ces montages seront réalisés (limite de village, centre de village, hameau, habitation isolée, ... ) ?

---

<sup>(\*)</sup> Adresse à partir du 15 août 2007 (Dans l'attente : 173/11 chée de Renaix – 7500 TOURNAI)



## **Campagne de mesure des vents.**

Vous nous avez informés en réunion que le projet se basait sur une campagne de mesure effectuée en 2003-2004 sur Taintignies. N'est-il pas nécessaire de réaliser une campagne complémentaire par la pose d'un mât de mesure directement sur le site afin de confirmer les hypothèses retenues ? Une carte des vents est-elle disponible pour le site ?

## **Bruit**

Il a été signalé à la réunion du 14 juin que le bruit généré par les éoliennes serait inférieur à une limite des 35 dB[A] dans un rayon situé à 500 m du mât (vent de 5 m/s).

Il a été dit également qu'à partir d'une vitesse de vent de 8 m/s, le bruit généré par l'éolienne était complètement masqué par celui du vent (delta de 10 dB[A]).

Il conviendrait de préciser qu'en tout état de cause, le bruit « propre » généré par l'éolienne sera, en tout temps, inférieur à la limite de nuit la plus restrictive, soit inférieur à 40 dB[A].

Par ailleurs, le choix de l'éolienne n'est à ce stade probablement pas défini, et le bruit généré par l'un ou l'autre type, pour l'une ou l'autre génération de machine varie fortement. Il conviendrait donc d'apporter la plus grande attention dans le choix des machines, en ne se basant pas uniquement sur les données constructives catalogues des fournisseurs (courbe de puissance acoustique), mais également en vérifiant pour des éoliennes analogues installées, les données avancées.

Enfin, le « bruit de fond » généré par une éolienne peut être fortement perturbé par le grincement « strident » d'un moto-réducteur (ou autre pièce mécanique) qui remet la machine « nez au vent ». Ce point est-il pris en compte dans l'étude ? Quel est le délai de réparation qui est garanti en cas de « grincement » de ce type ?

Une fois les équipements installés, comment et à quelle fréquence le niveau de bruit, au droit des habitations, sera-t-il vérifié ?

## **Ombre / Effet stroboscopique**

Les nuisances stroboscopiques peuvent être particulièrement gênantes pour les personnes qui y sont soumises régulièrement et peuvent porter atteinte à la qualité de vie.

L'étude d'incidence analysera sans aucun doute ce point en considérant les limites maximales de 30 heures/an et de 30 minutes/jour. N'est-il pas souhaitable de limiter plus encore ces valeurs ?

Une fois les machines installées, comment et à quelle fréquence l'effet stroboscopique au niveau des habitations sera-t-il vérifié ? En cas de dépassement, comment faire stopper (et via quelle procédure) le fonctionnement des éoliennes pendant l'ensoleillement critique ?

## **Antennes GSM / GPRS / GPS .....**

Il a été signalé à la réunion que les éoliennes ne serviraient aucunement à l'installation d'antennes quelconques, pas plus que de support type publicitaire ou autre.

Ne convient-il pas de préciser ce point dans le permis qui serait accordé ?

## **Schéma de structure**

A-t-on une idée claire et précise du potentiel d'implantation des parcs éoliens autres en cours et/ou à venir, dans ou à proximité des zones concernées ?

L'étude d'incidence fera-t-elle bien le point sur tout phénomène de covisibilités entre ces différents parcs ?

### **Type d'éoliennes**

L'auteur de projet a-t-il pu faire le choix du type de machine envisagée, ainsi que du type de mât (acier ou béton) qui serait posé ?

Avantages et inconvénients de chaque système ?

### **Mesures d'atténuation**

Afin de compenser des impacts incontournables, l'étude d'incidence ne doit-elle pas proposer des mesures diverses d'atténuation et/ou de compensation en vue d'accroître l'harmonie et l'équilibre visuel du projet ?

Par exemple, la plantation d'arbres d'essences diverses est-elle d'actualité, et si oui, à quels endroits et en quelles quantités et/ou superficie ... ?

### **Aire d'influence**

Un document canadien (guide pour la réalisation d'une étude d'intégration et d'harmonisation paysagères – Projet d'implantation d'un parc éolien sur le territoire public) fait état de 3 zones d'influence : forte (rayon de 10 fois la hauteur totale des éoliennes, soit 1490 m dans le cas précis), moyenne (rayon de 100 fois cette hauteur) et faible ...

Les villages jouxtants le parc sont tous dans la zone d'influence forte, et il convient donc d'apporter la plus grande attention à l'étude d'incidence.

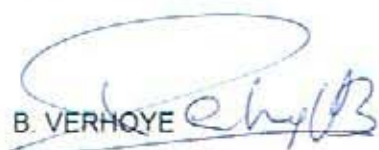
### **Participation citoyenne**

Comme évoqué lors de la réunion, est-il, ou n'est-il pas (plus) envisageable (et si oui comment) de faire participer les riverains dans le financement, la gestion du projet et le return escompté, à l'instar d'autre parc (Genk) ? Dispose-t-on de données par rapport à ce qui a été réalisé ailleurs, et comment ?

Via une formule à trouver, une tarification préférentielle de l'énergie pour les riverains concernés par le projet ne pourrait-elle vraiment pas être envisagée, via la création d'une centrale d'achat ?

L'IDETA est-elle (ou sera-t-elle) partie prenante dans le projet, via, notamment son secteur énergie renouvelable ?

En espérant voir aborder ces points, et y recevoir des réponses satisfaisantes dans le cadre de la réalisation de l'étude d'incidence, nous vous prions d'agréer, Messieurs, nos salutations les meilleures.

  
B. VERHOYE



VENTIS  
Monsieur Pierre MAT  
Chaussée de LILLE 401  
7501 ORCQ

Monsieur,

Voici la copie des lettres envoyées aux Communes de TOURNAI, ANTOING et BRUNEAUT.

Concerne : projet d'établissement d'une ligne de 8 éoliennes sur le site « TGV-TAB »

Suite à la réunion du jeudi 14 juin courant, à Saint-Maur, je me permets de réagir au nom de la Société Domaine de Chercq SA.

Dans la période de perturbations climatiques graves que nous vivons actuellement, il est clair que toutes les sources éventuelles d'énergie « propre » sont à la mode. Dont, bien sûr, les éoliennes.

Je tiens à vous faire remarquer, à ce propos, que

1. la firme VENTIS souhaite implanter ses 8 éoliennes dans un décor particulièrement préservé jusqu'à présent, puisque même le TGV y a été enterré à grands frais, pour éviter d'altérer ce paysage unique
2. cette zone écologiquement protégée fait partie du « PARC NATUREL DES PLAINES DE L'ESCAUT ». Détruire l'harmonie de ce site exceptionnel en y faisant pousser 8 gigantesques verrues d'acier nous paraît, par contre, tout-à-fait anti-écologique,
  - esthétiquement, d'abord, parce que la rotation des pales gigantesques, et le clignotement perpétuel des lumières rouges et blanches de leur signalisation s'ajoutent à la laideur des éoliennes elles-mêmes
  - la nuisance sonore est considérable, non seulement pour les habitants des environs, mais aussi pour la faune de l'endroit, qui est abondante
  - il est bien connu que les oiseaux, par exemple, sont régulièrement tués, à cause de la vitesse linéaire élevée des pales en rotation
3. la population de cette belle région a déjà été suffisamment perturbée par les travaux de la construction du TGV, ainsi que par le bruit répétitif des trains en mouvement.  
Le paysage affiche déjà une ligne à haute tension à Saint-Maur, et la réouverture prochaine de deux carrières de pierre le long de l'Escaut, à Calonne et à Bruyelle, ne va pas, non plus, épargner les voisins.
4. le rendement réel des éoliennes est encore incertain à cause de l'instabilité du vent. Et, si elles sont vraiment indispensables dans la région, pourquoi ne pas les implanter dans d'autres sites tout aussi favorables, mais déjà irréversiblement détruits par des installations industrielles existantes, comme Fontenoy et sa sucrerie géante, ou Marquain, ses lignes à haute tension, ses antennes et ses pylônes ?
5. Que se passera-t-il, dans vingt ans, quand ces éoliennes ne seront plus que des ferrailles rouillées ?

Je m'oppose donc avec la plus grande fermeté à la poursuite du projet VENTIS tel qu'il existe actuellement, et j'espère que le Collège se rangera à mes raisons.

Je vous remercie dès à présent pour la suite que vous voudrez bien donner à ce courrier, et vous prie, Messieurs, de croire à ma parfaite considération.



Sabine THORN-de MOL  
Administrateur délégué

Hubert COUPLET  
Rue de Longuesault, 11  
B - 7500 ERE  
Tél. 069 / 77.73.71  
GSM : 0474 / 28.13.02  
e-mail : hubert.couplet@skynet.be

*170*  
Copie à M. Benoit et Pierre MAT  
SARL VENTIS  
avec mes salutations  
H. Couplet

Collège des Bourgmestre et Echevins de la ville de Tournai  
Enclos Saint-Martin, 52  
B - 7500 TOURNAI

(copie à la Société VENTIS - 7501 Orcq)

Ere, le 28 juin 2007

Objet : projet de parc éolien TGV - TAB - Société VENTIS

Monsieur le Bourgmestre,  
Mesdames et Messieurs les Echevin(e)s,

Suite à la réunion d'information organisée par la Société VENTIS le jeudi 14/06/07 à Saint-Maur, je vous adresse dans le délai imparti (même s'il est beaucoup trop court à mes yeux !) des observations au sujet du projet de parc éolien qui y a été présenté.

Les remarques qui suivront ont été classées en deux parties : la première concerne l'étude d'incidence proprement dite, la deuxième rassemble quelques questions et réflexions citoyennes qui devraient faire, en Conseil Communal, l'objet d'une discussion ouverte sur l'aménagement du territoire rural du grand Tournai avant d'accorder un permis à un premier projet éolien, quelqu'en soit l'emplacement.

Je vous remercie de la lecture attentive que vous voudrez bien accorder à la présente et vous prie de croire, Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevin(e)s, en l'assurance de ma considération distinguée.

Hubert COUPLET





## 1ere partie : ce que j'exige de voir figurer dans l'étude d'incidences

### 1.A sur le plan acoustique :

des données précises diurnes et nocturnes calculées en fonction de l'éloignement des éoliennes 1 et 2 par rapport aux habitations du hameau de Longuesault, accompagnées d'un rappel explicite de la législation en cette matière.

*(A la seule exception d'une maison sur la route de Wez à Saint-Maur, les habitants du hameau de Longuesault sont les habitants les plus proches de l'implantation projetée ; or, cette zone reste particulièrement tranquille la nuit puisque le TGV ne circule pas durant cette période, nos craintes sont fondées quant à un bruit de fond continu avec un effet de contraste amplifié par la tranquillité nocturne ambiante de la zone.)*

### 1.B sur le plan visuel et paysager:

Les simulations photographiques présentées à la réunion du 14/06, quoique intéressantes, sont très réductrices de l'impact réel, puisque elles ont été prises du même côté du TGV, en direction du Bois d'Ere, et qu'elles font donc abstraction du panorama vers la France.

*J'attire votre attention sur la qualité exceptionnelle de ce panorama sur une ligne d'horizon d'une trentaine de kilomètres : des hauteurs de Longuesault, Saint-Maur et Bruyelle, on aperçoit distinctement Bonsecours (18 km), Thumaide (18 km), Hergnies, la banlieue de Valenciennes (27 km), Saint-Amand et sa forêt domaniale, le site minier de Wallers-Arenberg (20km), la région de Denain (25km) et Orchies.*

*Dans le Grand Tournai, La Pannerie de Marquain et le Mont Saint-Aubert, sur leur versant Sud, n'offrent pas un pareil panorama, de surcroît sans aucune ligne à haute tension !!! Désormais, cette vue se ferait derrière un rideau de mâts d'éoliennes. A la ville de Tournai de gérer son patrimoine paysager rural !*

Pour mesurer l'impact paysager réel de ce projet, des simulations supplémentaires sont indispensables:

- Prises de vue à partir du calvaire du bois d'Ere, de la sortie du village de Saint-Maur et du point culminant du projet vers la France.
- A titre particulier, la présence de l'éolienne n°1 à proximité de mon habitation serait une nuisance visuelle incontestable, diminuant son potentiel de transformation ultérieure et sa valeur de revente. Je demande aussi une simulation photographique à partir de mon habitation et à être prévenu le jour où elle se fera.

L'étude doit rappeler explicitement les caractéristiques et conséquences du classement d'une zone comme « zone agricole » dans le plan de secteur. Que je sache, la production d'énergie électrique et les constructions qu'elle entraîne ne sont pas une activité agricole.

Le caractère esthétique des éoliennes étant un sujet éminemment subjectif, des procédures de consultation démocratique des riverains doivent être envisagées et la forme de celle-ci suggérée par l'étude d'incidences.

### 1.C sur le plan faunistique :

En plus des flux migratoires, à partir du moment où on a créé un « parc naturel de la vallée de l'Escaut », il est indispensable de s'assurer de l'absence d'impact sur les mouvements de l'avifaune spécifique à cette vallée.

### 1. D : l'engagement formel des Autorités Communales et de VENTIS à ne jamais installer d'antennes GSM si le projet était réalisé.

---

## 2<sup>e</sup> partie : autres considérations :

2.a. Les lieux de production de l'électricité ne sont pas en relation directe avec les lieux de consommation, de même le consommateur ne peut faire la distinction entre les différents modes de production.

⇒ L'obligation morale de « participer » aux énergies renouvelables ne concerne pas que les habitants de la zone envisagée pour ce projet. Avec le TGV (mode de transport non polluant), les riverains du projet TGV-TAB ont déjà été sacrifiés à l'intérêt général positif pour l'environnement. Alors pour les éoliennes, pourquoi nous et pas d'autres dans le Grand Tournai ? VENTIS ne se cache pas pour dire que eux et d'autres promoteurs envisagent de nombreux autres sites. Aux Autorités Communales, sans précipitation, d'arbitrer entre différentes zones (et elles sont nombreuses dans la commune la plus étendue de Belgique), d'avoir une politique cohérente et affichée de répartition des nuisances dans la partie rurale de leur entité et seulement alors d'accorder un premier permis de construire dans ce domaine.

⇒ En outre, les parcs éoliens ont un impact quasi nul sur l'emploi : fabrication des éoliennes ailleurs qu'en Belgique et des chantiers d'installation employant une main d'œuvre hautement qualifiée directement issue des pays de fabrication. L'intercommunale IDETA doit, quant à elle, respecter une mission de développement économique local (en clair : l'emploi) et ne doit donc pas disperser ses moyens à participer à de tels projets. Il en va de même pour les pouvoirs locaux.



2.b Quid des sommes promises par VENTIS en « dédommagement » aux communes (4.000 €/éolienne/an) ?

VENTIS s'abritant derrière le caractère de droit privé du (projet de) contrat les liant avec les propriétaires et exploitants agricoles, il est impossible d'évaluer et de comparer les sommes versées d'une part aux communes (pour un préjudice visuel concernant des milliers d'habitants) et d'autre part à un nombre restreint de personnes (au maximum 16 : 8 propriétaires et 8 exploitants agricoles).

Des informations françaises me parlent de 3.000 €/hectare/an/ pour une éolienne de 2 Mwatts, tant pour le propriétaire foncier que pour l'exploitant agricole ! L'importance de ces sommes me suggère deux réflexions : 3.000 €/an, c'est beaucoup plus que le loyer normal d'un hectare de terre agricole, alors que les emprises sur les champs sont minimes ! Idem par rapport au chiffre d'affaires maximal qu'un agriculteur, fut-il performant, peut sortir d'un hectare de production agricole. De telles sommes s'assimilent davantage à une prise de participation à l'activité de production d'énergie électrique qu'à une indemnisation basée sur l'utilisation agricole normale de ces terrains. Or, la situation d'un terrain ou d'une habitation en zone agricole entraîne pourtant des contraintes précises pour le simple particulier.

=> *Pourquoi un nombre restreint de personnes seraient-elles exemptes de ces contraintes et la collectivité serait-elle indemnisée en proportion infiniment moindre ? C'est la question que je pose aux Autorités Communales.*

Yves CHARVET  
Rue du Meunier 8A  
7620 WEZ-VELVAIN

Wez, le 26 juin 2007

Collège des Bourgmestre et Echevins  
Rue Wibault Bouchart, 11  
7620 BRUNEHAUT

Re : Projet de parc éolien TGV-TAB  
Consultation préalable du 14 juin 2007 à Saint-Maur

Copie : Ventis, Mr. Pierre Mat  
Chaussée de Lille, 401 7501 ORCQ

Monsieur le Bourgmestre, Messieurs les Echevins,

Comme demandé lors de la consultation ci-dessus référencée, je me permets de vous transmettre mes observations concernant ce projet.

- La raison d'être de la société Ventis n'est pas de sauver la planète mais de faire du **chiffre d'affaires** en vendant du matériel de production aléatoire d'électricité : des éoliennes.
- Quand le vent souffle suffisamment, cette production est revendue de force aux réseaux à un prix artificiel fixé par la loi et dépassant très largement le prix de revient de l'électricité classique. La rente élevée ainsi créée affole les investisseurs qui se précipitent, eux-aussi, non pour sauver la planète mais pour **engranger de substantiels retours** sur leur investissement.
- Ce flux de capitaux investisseurs vers une industrie artificiellement soutenue, et ceci est contraire à toutes les lois de liberté de la concurrence, ralentit les investissements dans d'autres domaines plus propres comme la **géothermie** ou **l'énergie solaire**.
- Les éoliennes fournissent certes du courant sans émission de CO<sub>2</sub> mais on oublie souvent les centrales conventionnelles de capacité équivalente que l'on est quand même obligé de garder en service (au pire de construire) pour les jours à vent insuffisant, et ils sont nombreux.
- L'argument que le champ d'éoliennes doit se trouver à proximité d'un point de raccordement au réseau est artificiel, le prix du km de câble est dérisoire par rapport à celui de 8 éoliennes.
- La rente versée aux communes annoncée à 4.000 euros annuels par Megawatt installé me paraît largement insuffisante pour inciter une commune de la taille de Brunehaut à se prostituer à défigurer son paysage et se donner bonne conscience « écologiste ». Basée sur 3 ou 4 éoliennes, ce ne peut être qu'une infime partie des rentrées.
- Le TGV roule en tranchée, enterrez les éoliennes !
- Est-ce par hasard que l'on a choisi les vacances pour une phase sensible du projet ?

Comme vous l'avez justement constaté, je ne suis pas un ami des éoliennes. A mon point de vue, et en sus de tout ce qui précède, l'argument majeur que je leur oppose est la **pollution du paysage**.

Non seulement nous créons des zonings pas toujours réussis mais qui au moins restent au contact des villes, maintenant on s'amuse, pour plaire au dieu Ecolo, à venir installer en



pleine campagne des monstruosités. L'homme actuel a conservé de ses ancêtres préhistoriques une partie de son instinct de chasseur : tout ce qui bouge attire irrémédiablement son regard. Toute personne recherchant un peu de tranquillité dans ce joli paysage rural – presque - sans cheminée se retrouvera automatiquement à regarder ces ailes stupides.

Ma position est claire :

**NON au projet de parc éolien TGV-TAB**

comme présenté le 14 juin 2007.

Dans l'attente d'être informé des étapes suivantes de ce projet, je vous prie d'agréer, Monsieur le Bourgmestre, Messieurs les Echevins, l'assurance de toute ma considération.

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'J. Dubois', written over a horizontal line.

IMMOWARD sa

Avenue de l'Uruguay, 21

1000 BRUXELLES

Rpm 0451 513 752

Comte Arnould du Chastel de la Howarderie

Château de Lannoy

7620 HOLLAIN

Siège administratif de 7618 TAINIGNIES Rue du Petit Rumes, 13

☎ 069/64 62 10 - ☎ fax 069/64 62 11 - ✉ E-mail : mg.sotragen@skynet.be

VENTIS

Chaussée de Lille 401

7501 TOURNAI Orcq

Bq 800 2208864 58

Taintignies, le 25 juin 2007

N. réf.: IMW/EO/BRUY

Messieurs,

**Concerne : Projet du parc éolien « TGV-TAB »**

Malgré la directive européenne demandant que les états membres fournissent à l'horizon 2010 un pourcentage d'énergie verte, l'on sait pertinemment que les éoliennes ne sont pas rentables, preuve étant faite que ce projet est subventionné par la Région Wallonne et qu'aucun investisseur privé n'est mêlé à cette coûteuse entreprise.

Comment certaines communes osent donner l'illusion d'un pouvoir décisionnel, **moyennant rétribution**, alors que les seuls décideurs sont les propriétaires des terrains concernés ? Cela manque singulièrement d'éthique.

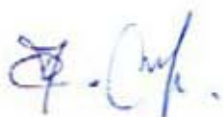
L'intérêt paysager : ce site convoité est la seule zone au sud de Tournai encore intacte (TGV enterré) et zone sauvegardée (par nos soins sur Hollain).

Lors de ces travaux, la SNCB voulait niveler, pour ne pas dire « araser », les crêtes, talus, haies et reliefs gentiment accidentés, qui donnent un grand intérêt paysager et faunistique.

Les agriculteurs ont développé un maillage pour la faune sauvage, en étroite collaboration avec le Ministère de l'Agriculture et le parrainage du Parc Naturel des Plaines de l'Escaut, en y implantant des haies, des bandes aménagées et des jachères faunes. Voici de la gestion durable concrète.

Les migrations d'été venant des marais de l'Escaut se nourrissent à cet endroit précis dans les chaumes ; elles seront perturbées, sinon tuées, par les pales et devront quitter ce site de nourrissage.

Que les décideurs locaux cessent de se gargariser en parlant d'environnement et de gestion durable. N'oublions pas que nous, contribuables, finançons la pose de centaines de panneaux tels que route paysagère, fauchage tardif pour la faune, Parc naturel des plaines de l'Escaut, ... !





Espérons que ce parc ne devienne pas celui des éoliennes non rentables. Feux clignotants jour et nuit, destruction de l'espace visuel général et, notamment, du Château de Lannoy (classé monument et site).

L'arrivée de nombreux nouveaux habitants cherchant le calme, la beauté et le bien vivre à Brunehaut le prouve. Nous en appelons aux marcheurs, cyclistes, cavaliers à se mobiliser contre cette destruction de notre patrimoine paysager.

Nous demandons donc que la société VENTIS se dirige dans ses choix sur une zone d'activité économique industrielle, comme par exemple le projet de Baudour-Ghlin.

Le site de Fontenoy (usines, cimenteries, autoroutes, sucrerie, terrils, ...) nous semble tout indiqué comme celui de Marquain-Orcq ou encore au lieu-dit « Pique au Vent ».

Fontenoy et Marquain-Orcq présentent un avantage sur le coût de transport de l'énergie, car il serait réduit, vu la proximité, soit de la Centrale électrique à charbon d'Antoing (située du même côté de l'Escaut), soit du transformateur d'Orcq. Ces zones n'ont, malheureusement, plus aucune valeur paysagère. Avez-vous mesuré le coût du transport de l'énergie du projet de parc « TGV-TAB » alors que la centrale d'Antoing se situe de l'autre côté de l'Escaut ?

Enfin, nous attirons votre attention sur le fait que la production électrique des éoliennes alimentera des foyers, **mais également** des industries et des zonings commerciaux (air conditionné), grands consommateurs et hélas générateur de pollution.

Pour votre information, la commission « Energie 2030 » a rendu son rapport final. Pour contrer les gaz à effet de serre, le nucléaire est indispensable (source : Libre Belgique du 23/06/2007).

Nous vous prions d'agréer, Messieurs, l'expression de notre considération distinguée.

Comte Armand du Chastel de la Howarderie



Monsieur GRULLOIS  
Administrateur délégué  
Immovent S.A.



21.06.07.

- Monsieur le Bourgmestre,  
Maison communale,  
7640 ANTOING.
- Monsieur le Bourgmestre,  
Maison communale,  
7620 BRUNEAUT.
- Monsieur Pierre MAT, VENTIS,  
Chaussée de Lille, 401,  
7501 ORCQ.
- VINCOTTE Environnement,  
Business Class,  
Jan Vlès-lagerslaan, 37,  
1800 VILVOORDE.

Messieurs,

Ci-après mes observations quant au projet « Eoliennes T.A.B. » élaboré par VENTIS.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'assurance de mes salutations les meilleures.



Jean - Claude GOIS  
3, Marais du Belloy,  
7622 LAPLAIGNE.



## OBSERVATIONS

### 1. Les éoliennes sont-elles des nuisances visuelles ?

- 1.1. Les touristes de la Wallonie Picarde qui gagnent les plages de La Panne, Coxyde, Nieuport estiment-ils que le paysage est défiguré par les éoliennes élevées à proximité de la route Jabbeke – Furnes ?  
Non.
- 1.2. Sont-ils incommodés par les éoliennes de Westende – Lombardsijde s'ils circulent sur la Route Royale ?  
Non.
- 1.3. Les touristes belges sont-ils importunés par les 30 – 35 éoliennes installées sur le massif montagneux de la Tunisie du Nord ?  
Non. Ils découvrent que la Tunisie a déjà assuré son indépendance énergétique !
- 1.4. Les usagers de l'autoroute et de la ligne SNCB Tournai – Bruxelles sont-ils troublés par les éoliennes de Ghislenghien et de Halle ?  
Non. Une entreprise y produit l'énergie nécessaire à son exploitation.
- 1.5. Les habitants de Spy – Balâtre ( province de Namur) crient-ils à l'agression visuelle quand ils observent plusieurs éoliennes sur le territoire de Gembloux ?  
Non.

Les éoliennes envisagées à Brunehaut ne portent pas atteinte aux paysages locaux. Au contraire d'ailleurs de monticules de terres de découverte produits par le Bassin carrier et d'installations industrielles gigantesques.

Je me prononce donc en faveur du projet VENTIS, d'autant qu'il s'agit d'une initiative privée favorisant l'énergie propre et durable, au service du plus grand nombre.

2. Ne convient-il pas d'installer d'autres éoliennes sur le territoire de Brunehaut et d'Antoing ?

- 2.1. L'installation d'un Centre de regroupement de boues (toxiques) de dragage par lagunage, - le seul site retenu à ce jour entre la frontière franco-belge et la Région flamande – au site Grande Prairie, Laplaigne constitue bien une nuisance paysagère dans la plaine alluviale de l'Escaut.  
Pire ! Il engendre un risque (non examiné !) de nuisances à l'alimentation animale et à la santé humaine.  
Puis-je suggérer à VENTIS d'entamer une étude préliminaire sur le site précité ? Le Centre A.D.E.P.S. et l'éventuel Centre européen des sports de glisse et de nature deviendraient des consommateurs d'énergie verte.
- 2.2. A défaut, il m'apparaît adéquat que le Centre européen soit tenu d'élever une éolienne qui produirait l'énergie nécessaire au fonctionnement du Centre.

3. Convient-il d'introduire la notion de « compensations » ?

Il est RI-DI-CU-LE d'envisager la taxation des propriétaires des éoliennes : le projet VENTIS est abordé publiquement alors que le Ministère de la Région wallonne organise la « Semaine de l'Energie ».

Le pouvoir public de tout niveau a le devoir d'encourager les particuliers et les entrepreneurs privés à s'inscrire dans des opérations de développement durable dans le secteur énergétique. Il est impensable de pénaliser les producteurs d'énergie verte.

Il m'est évident aussi que le pouvoir public doit interdire tout équipement complémentaire (ex. pose d'antennes GSM) qui risque de porter atteinte à la santé publique.

L'initiative émane d'un privé sur des terrains privés. Les propriétaires du fond doivent être correctement rémunérés par des loyers revus régulièrement à la hausse, s'il convient (il est rare de voir diminuer le prix de l'électricité !).

La maintenance des éoliennes, enfin, ne pourra porter préjudice aux propriétaires.



### 3. Pour une transparence maximale.

- 3.1. L'étude d'incidences doit être observée par un Comité d'accompagnement formé de représentants des communes de Tournai – Brunehaut – Antoing, dont des délégués des minorités élues.

Dans d'autres dossiers (études R.N. 507 – Centre de regroupement de boues de dragage), la seule majorité en place à Brunehaut avait accès aux travaux de l'étude d'incidences.

- 3.2. L'étude d'incidences sera suivie d'un débat au Conseil communal qui, in fine, délibérera d'un accord ou d'un refus de construire les éoliennes.

Le 21/06/2007

